

INTRODUCTION

« Il y a longtemps qu'on sait que le rôle de la philosophie n'est pas de découvrir ce qui est caché, mais de rendre visible ce qui précisément est visible, c'est-à-dire de faire apparaître ce qui est si proche, ce qui est si immédiat, ce qui est si intimement lié à nous-mêmes qu'à cause de cela nous ne le percevons pas¹. »

Politiques de subjectivation et fabrique des sujets

Notre problème initial s'énonce aussi simplement que le résoudre paraît complexe : comment les normes éducatives participent-elles de la fabrique des sujets contemporains ?

Rendre compte de ce que sont les sujets contemporains invite à s'intéresser à des procédures de pouvoir spécifiques : nous les appellerons « politiques de subjectivation ». Elles s'apparentent à des opérations de pouvoir normalisantes, qui cherchent à activer, susciter, implanter, promouvoir ou développer chez les individus certaines formes d'attitude ou certains modes de pensée, caractéristiques tout autant comportementales que psychiques. Elles sont, en outre, structurées par une rationalité globale et une visée stratégique spécifique, aujourd'hui celles du néolibéralisme. Nous envisagerons dans les pages qui vont suivre le néolibéralisme comme un événement historique singulier duquel nous ne sommes pas sortis. Nous

1. Michel Foucault, « La philosophie analytique de la politique », in *Dits et écrits*, D. Defert, F. Ewald et J. Lagrange (éd.), Paris, Gallimard, 2001, t. II, pp. 540-541.

l'aborderons à travers certaines des pratiques qu'il impose², son « art de gouverner³ », les formes de savoirs par lesquelles il se réfléchit, les types d'expériences économiques qu'il définit, les politiques de subjectivations qu'il construit, et, bien sûr, la rationalité qui le révèle⁴. Pour cela, notre étude consistera le plus souvent à analyser les normes (en particulier éducatives) du néolibéralisme : leurs natures, leurs modalités de fonctionnement, les objectifs qu'elles poursuivent.

Il existe une grande diversité de travaux cherchant à définir ce qu'est le néolibéralisme. Un tel projet n'est pas le nôtre. S'il s'agit bien ici de l'évoquer, c'est à travers le prisme de ses politiques de subjectivation, de ses normes éducatives et de leurs articulations. On peut schématiquement relever deux types d'approches critiques particulièrement pertinentes prenant pour objet le néolibéralisme. Pour reprendre une distinction formulée par W. Brown⁵ : l'une, néomarxiste, considère le néolibéralisme comme « une attaque opportuniste des capitalistes et de leurs laquais politiques contre » les États-Providence keynésiens et les social-démocraties⁶ ; l'autre, prolongeant le Foucault de *Naissance de la Biopolitique*, analyse une rationalité politique spécifique, qui sature « toutes les sphères de l'existence et refaçonne l'*homo œconomicus* lui-même, le transformant d'un

2. À propos de l'analyse d'un moment historique en fonction des pratiques qu'on y repère, voir M. Foucault, *Naissance de la biopolitique*, Cours au Collège de France (1978-1979), M. Senellart (éd.), Paris, Seuil/Gallimard, 2004, pp. 4-5.

3. *Ibid.*, p. 4.

4. Au sujet d'une raison propre au néolibéralisme, voir Pierre Dardot et Christian Laval, *La Nouvelle Raison du monde. Essai sur la société néolibérale*, Paris, La Découverte, 2009-2010, Wendy Brown, *Les Habits neufs de la politique mondiale. Néolibéralisme et néo-conservatisme*, trad. C. Vivier, Paris, Les Prairies ordinaires, 2007, et *Défaire le Démon. Le néolibéralisme, une révolution furtive*, trad. J. Vidal, Paris, Amsterdam, 2018.

5. W. Brown, *In the Ruins of Neoliberalism. The Rise of Antidemocratic Politics in the West*, New York, Columbia University Press, 2019, pp. 18-20.

6. « The above account, hewing to a neo-Marxist approach, formulates neoliberalism as an opportunistic attack by capitalists and their political lackeys on Keynesian welfare states, social democracies, and state socialism ». Brown cite Quinn Slobodian comme représentant cette approche.

sujet de l'échange et de la satisfaction des besoins (libéralisme classique) en un sujet de la compétition et de la valorisation du capital humain (néolibéralisme) »⁷. Notre étude s'inscrit dans le second modèle, sans nier pour autant le grand intérêt du premier.

Elle s'intéresse donc avant tout aux sujets et aux subjectivations, principalement en tant que celles-ci s'assimilent à des mécanismes de normalisation et des opérations de pouvoir individualisantes. La pensée, les textes et les cours de M. Foucault nous accompagneront dans cette entreprise. Nous y prélèverons méthodes (« pensée du discontinu⁸ », souci d'affronter conjointement dimensions politique, économique et subjectivante pour faire apparaître la consistance d'un moment historique, prise en compte des logiques stratégiques à l'œuvre dans la formation ou l'affirmation d'un tel moment) et concepts (généalogie, rapports de pouvoir, dispositifs, normes, « ontologie critique de nous-mêmes »).

Nous identifions également un terrain d'observation spécifique : le monde « euro-atlantique », qui désigne, sous certaines conditions, l'Amérique du Nord et l'Europe, et, dans le cadre propre à notre étude, la France en particulier.

En ce qui concerne la périodisation, retenons deux moments : l'un correspond aux décennies durant lesquelles s'élaborent conceptions intellectuelles et représentations théoriques se donnant pour mission de refonder le libéralisme, et postulant la nécessité d'inventer un « néolibéralisme », qui débute durant l'entre-deux guerres mondiales et s'étire, suivant certaines modulations, jusqu'à la fin des années 1970 environ. L'autre

7. *Ibid.*, p. 20. « These principles become saturating reality principles governing every sphere of existence and reorienting homo oeconomicus itself, transforming it from a subject of exchange and the satisfaction of needs (classical liberalism) to a subject of competition and human capital enhancement (neoliberalism) ».

8. Judith Revel, *Foucault, une pensée du discontinu*, Paris, Mille et une nuits/Fayard, 2010.

désigne cette période où les politiques néolibérales longuement mûries et parfois déjà expérimentées s'appliquent massivement. Elle s'ouvre au début des années 1980 et n'est toujours pas refermée.

C'est à l'intérieur de cet espace et au sein de cette temporalité que nous rendrons compte d'une fabrique des sujets : nous en effectuerons une généalogie possible, ce qui commande de repérer, au sein d'une périodisation, des éléments de continuité et des moments de rupture. Tout ce qui s'est lentement bâti au fil des décennies ne se défait pas, en quelques mois, dès lors que débute la décennie 1980. Des modalités de recyclage ou de reconfiguration de phénomènes de longue durée opèrent. Certains enjeux perdent de leur importance tandis que d'autres s'imposent. Pour autant, les objectifs assignés aux normes dominantes ne se modifient pas fondamentalement. Des origines intellectuelles du néolibéralisme à ses formalisations les plus actuelles, ces normes semblent ainsi constamment imposer aux sujets de s'adapter⁹, d'une part, de réussir, de l'autre. Elles les poussent à se conformer aux exigences de compétitivité imposées par les structures concurrentielles du néolibéralisme, favorisant ainsi la mise à la disposition de l'ensemble de l'espace social, par l'intermédiaire de ses sujets, aux besoins des marchés. Elles construisent une éthique du néolibéralisme, validant certaines attitudes, certains discours, certains modes de pensée, certaines qualités ou certaines formes d'existence, et en discréditant d'autres, parfois violemment.

9. Barbara Stiegler, « *Il faut s'adapter* ». *Sur un nouvel impératif politique*, Paris, Gallimard, 2019.

Éducation potentialiste, capitalisme et subjectivations

La prise en charge des individus par les normes est un fait immédiat. Elle survient d'emblée, dès la mise au monde. Façonner efficacement les subjectivités adaptées aux dispositifs contemporains est l'un des projets les plus consistants et les plus durables du néolibéralisme, ce qui suppose la définition de politiques de subjectivation actives dès la naissance – et, en conséquence, ce qui rend indispensable d'intégrer la problématique de l'enfance¹⁰ aux questions posées par une fabrique des sujets. En cela, il apparaît nécessaire de repérer les normes éducatives à l'œuvre, autant dans le contexte des familles que dans celui des systèmes scolaires, et en particulier la manière dont elles ont été réaménagées, à partir de la seconde moitié du XX^{ème} siècle, en référence à la théorie du capital humain. L'éducation est désormais en effet explicitement réduite à un ensemble de techniques visant à optimiser le potentiel (économique) de l'enfant – ou plutôt le potentiel que représente ou incorpore l'enfant mué en capital humain, et qui se déploie sous la forme de divers traits de personnalité, en particulier la créativité, l'autonomie, la productivité, la prise d'initiative, la flexibilité (on préfère aujourd'hui parler d'agilité¹¹) ou la réflexivité.

Les talents qu'une telle éducation, que nous appellerons potentialiste, a la charge de faire croître chez les enfants font écho aux qualités réclamées par le management contemporain. Ou plutôt, ils les anticipent. Mettant en pratique le cadre théorique posé par la notion de capital humain, ces normes

10. Nous parlerons d'« enfant » pour désigner tout individu ayant un âge biologique compris entre 0 et 10 ou 11 ans environ – étant entendu que l'enfance renvoie tout autant à des considérations physiologiques, neurologiques ou psychologiques, qu'à des faits sociaux, culturels et historiques. Martine Court, *Sociologie des enfants*, Paris, La Découverte, 2017, p. 11.

11. Laurence de Cock, *École publique et émancipation sociale*, Marseille, Agone, 2021, p. 37.

éducatives programment chez les jeunes une capacité d'adaptation quasi-illimitée, à leur environnement en général, et aux exigences des marchés, notamment du marché du travail, en particulier. Il s'agit de façonner chez eux, très tôt, une aptitude singulière : leur employabilité¹², forme accomplie du projet global assigné aux processus éducatifs.

L'employabilité, indéfiniment améliorable grâce à l'acquisition répétée de compétences nouvelles, est l'un des points d'accroche privilégiés des politiques de subjectivation. Elle exprime aujourd'hui la capacité des individus à se rendre productifs à travers ce que l'être humain possède en propre, à savoir « le langage, la capacité relationnelle, la motilité, la perception sensorielle, les émotions¹³ ». L'enjeu pour la gouvernementalité néolibérale devient donc de maîtriser des phénomènes immatériels (psychiques, affectifs, cognitifs, tramant intériorités et relations sociales) sans les étouffer, puisque c'est sur eux, en partie, que se fonde la croissance économique. Il s'agit alors de gouverner un capital humain sans jamais le contrôler tout à fait, et en cela de faire du devenir-économique des individus une question d'ordre politique. Si le libéralisme, notion à la fois politique et économique, posait les existences individuelles et la vie sociale comme conditions de possibilité de la production, le néolibéralisme n'envisage plus celles-ci comme de simples conditions de possibilité, mais bien comme la matière même de la production. Dans un tel contexte, les normes éducatives revêtent une importance décisive.

12. L'employabilité est « l'aptitude de chacun à trouver et conserver un emploi, à progresser au travail et à s'adapter au changement tout au long de la vie professionnelle », Organisation Internationale du Travail, *Rapport de la Commission de mise en valeur des ressources humaines, Rapport, Résolution, Présentation, discussion et adoption*, 2000.

13. Christian Marazzi, *Le Socialisme du capital*, Trad. J. Revel et J. Revel, Zurich-Berlin, Diaphanes, 2017, p. 15.

Ce contexte est donc celui du néolibéralisme, qu'on s'y réfère à partir de la théorie du capital humain, apparue dans les années 1950, ou de l'« économie de la connaissance » et du « capitalisme cognitif¹⁴ » qui s'imposent massivement à partir des années 2000. Cette forme contemporaine de mise au travail, dont la conséquence est l'extraction de richesse à partir d'excédents cognitifs, affectifs et subjectifs, nécessite d'instaurer des politiques de subjectivation inédites, elles-mêmes liées à un nouveau régime éducatif. L'École et la famille, telles qu'elles se recomposent à partir des années 1980, ont un rôle majeur à jouer dans cette entreprise, leur fonction conjointe devenant non plus tant d'éduquer que d'optimiser des potentiels et développer des compétences.

Organisation

Les politiques de subjectivation du néolibéralisme peuvent s'exprimer sous une forme douce, celle de l'incitation ou de la promesse, ou plus violente. Celles que nous observerons ne s'adressent pas en premier lieu à des populations rétives, mais à des individus réceptifs aux promesses d'une certaine gouvernementalité néolibérale mettant en scène sa capacité modernisatrice et progressiste¹⁵ : liberté individuelle

14. « Économie de la connaissance » renvoie à un projet macroéconomique global, forgé par les institutions internationales et certains États, tandis que le « capitalisme cognitif », comme l'explique Carlo Vercellone désigne le passage du capitalisme industriel à une nouvelle phase « dans laquelle la dimension cognitive et intellectuelle devient dominante, et l'enjeu central de la valorisation du capital et des formes de la propriété porte directement sur la transformation de la connaissance en une marchandise fictive », C. Vercellone, « La thèse du capitalisme cognitif. Une mise en perspective historique et théorique », in Gabriel Colletis et Bernard Paultré (dir.), *Les Nouveaux Horizons du capitalisme*, Paris, Economica, 2008, p. 72.

15. Toutefois, ces modalités de gouvernement sont parfois adossées à des politiques autoritaires, le cas français actuel en étant une illustration, ce qui rend l'usage par les néolibéraux de la notion de progressisme tout à fait discutable.

« dépolitisée »¹⁶, valorisation et responsabilisation de soi en tant que capital humain, relative aisance économique. À la suite de Foucault, nous ciblerons donc des « actions sur les actions », « une conduite des conduites », des techniques de gouvernement, appliquées aux politiques éducatives, qui tiennent leur opérativité de leur capacité à se faire passer pour désirables.

Dès lors, qu'est-ce qu'une bonne éducation, à l'école ou dans les familles ? Comment et dans quel(s) but(s) élever un enfant ? Et d'ailleurs, qu'est-ce qu'un enfant ? Autant de questions ordinaires, auxquelles on ne donne plus, à partir de 1980, les mêmes réponses que quelques décennies plus tôt. Afin de cerner les enjeux soulevés par de tels questionnements, nous procéderons, dans les parties consacrées au thème de l'éducation, de la manière suivante : en premier lieu, nous distinguerons les grandes tendances définissant le régime éducatif que l'on connaît, telles qu'on les repère dans les publications des organisations para- ou supra-étatiques¹⁷, et leur mise en œuvre au sein des systèmes scolaires nationaux ; puis nous tâcherons de comprendre comment les politiques de subjectivations qui s'en déduisent ciblent en même temps les enfants ou leurs parents. Nous travaillerons ainsi en partant du plus global et abstrait pour nous diriger vers le plus intime et matériel : des discours des grandes organisations internationales à la figure contemporaine d'un enfant.

16. Au sens où elle se distingue de l'émancipation politique et se réduit à la capacité d'agir et d'entreprendre « librement », dans le cadre obligatoire fixé par « le droit, le marché et la morale », selon l'expression de W. Brown, *In the Ruins of Neoliberalism*, *op. cit.*, p. 97.

17. En particulier l'OCDE et l'UE.

L'essai se compose alors de quatre parties distinctes.

Le premier point expose certaines notions, issues de l'entreprise foucauldienne, utiles à nos analyses – en particulier celles de *dispositifs* et de *normes*.

Le second est consacré aux politiques de subjectivation. Nous proposons un modèle de généalogie des sujets contemporains, qui fait apparaître deux moments : le premier, des années 1930 aux années 1980, voit émerger un « sujet-entreprise », pour lequel toutes les activités et les pratiques humaines sont désormais réfléchies en termes économiques et concurrentiels ; le second, à partir de la décennie 1980, donne forme à un « sujet-projet » performant et créatif, tandis qu'autour de lui s'imposent de plus en plus intensément les politiques néolibérales.

Les deux derniers moments sont consacrés à ces normes éducatives désignées par nous comme potentialistes. Ils poursuivent l'ambition de repérer leurs similarités et les régularités qu'elles construisent, à la fois au sein des grandes organisations, des systèmes scolaires, des familles ou directement chez les sujets. Pour cela, nous examinerons d'abord leurs instances de production (en particulier l'OCDE) et leurs modes de diffusion au sein de l'École, mais également des familles, à travers la notion de parentalité – analysée ici comme expression de la rationalité néolibérale en contexte éducatif.

Ce régime éducatif, enfin, a pour cible prioritaire les existences enfantines : leurs expériences, leurs subjectivités, le capital humain qu'ils représentent. Pour comprendre sa nature et ses modalités de fonctionnement, nous étudierons les normes psychologiques qui le sous-tendent et le déterminent¹⁸, puisant à la fois dans les registres de la psychologie positive et des neurosciences cognitives. Celles-ci, associées aux principes economicistes du néolibéralisme, légitiment certains

18. Nikolas Rose, *Governing the Soul. The Shaping of the Private Self*, Londres et New-York, Free Association Book, 1989.

réaménagements pédagogiques, et fondent l'élaboration d'une représentation anthropologique enfantine singulière, qui donne naissance, à son tour, au paradigme d'un enfant conçu, d'emblée, comme un potentiel à développer de manière optimale.

De cette manière, nous prolongerons « l'ontologie critique de nous-mêmes¹⁹ » entamée dans les premières étapes de ce travail, et la conclurons, en quelque sorte, à l'endroit (ou au moment) même où débute la vie, et où se constitue cette « essence » des sujets contemporains que nous n'aurons jamais cessé, par ailleurs, de chercher à rendre visible

19. M. Foucault, « Qu'est-ce que les Lumières ? », in *Dits et écrits, op. cit.*, t. II, p. 1394. « L'ontologie critique » conduit, pour le sujet qui s'y exerce, à une déprise de soi, ce « soi » assujetti, en partie objectivé et produit par les circonstances. Elle témoigne de la volonté de ne plus demeurer un « soi-même », de devenir autre que cet être que l'on est actuellement. Il ne s'agit jamais, dès lors, de découvrir, mais de refuser ce que nous sommes, étant entendu que ce refus peut se révéler libérateur, en contribuant à saisir par où et comment ce qui *est* pourrait ne plus être.